



CNESER plénier du 9 juillet 2024

DÉCLARATION LIMINAIRE

Madame la Ministre,
Mesdames et Messieurs,

Quoique certain·es veulent laisser croire, il est de la responsabilité des organisations syndicales de s'exprimer sur la situation politique du pays et de dire en quoi telle configuration est favorable ou défavorable aux revendications des personnels et à la défense de leurs droits, permet ou au contraire interdit les avancées qui leur semblent nécessaires : en effet, la situation politique du pays influe et influera inévitablement sur les conditions d'exercice de nos métiers.

C'est ainsi que, pour l'enseignement supérieur et la recherche (ESR), le SNESUP-FSU, le SNCS-FSU et le SNASUB-FSU se sont exprimés pour mettre en évidence que l'extrême droite constitue un danger pour l'ESR et ses personnels. Les résultats des élections législatives de ce week-end ont montré que nos concitoyens étaient majoritairement conscients de ce danger et ils l'ont manifesté par leur vote. Pour reprendre les mots du président de la République, ce vote l'oblige, comme il oblige toute la classe politique républicaine, et nous espérons que, cette fois, les actes suivront. Il est vital de mettre en place des mesures de justice sociale et de progrès pour combattre les idées de l'extrême droite, et redonner de la force aux services publics.

En ce qui concerne le service public de l'ESR, il est urgent de stopper sa dérégulation, de créer des places - et donc des postes - pour que les étudiant·es puissent avoir véritablement le choix de se former dans l'ESR public à tous les niveaux, garantissant ainsi l'émancipation par les savoirs et le développement de la pensée critique ; de développer la prise de décision collégiale et démocratique au sein des établissements ; de rétablir l'égalité de financement entre les établissements ; de financer de façon pérenne la recherche ; de respecter la liberté académique ; de résorber la précarité et d'augmenter les salaires ; d'agir énergiquement en faveur de l'égalité hommes-femmes et de renforcer la lutte contre les VSS (Violences Sexistes et Sexuelles) ; d'entendre les avis de la communauté - notamment ceux exprimés par le CNESER et le CNU.

Nous demandons instamment l'arrêt de la réforme de la formation des enseignant·es et l'ouverture de véritables négociations avec les acteurs et les actrices de la formation ; l'arrêt des expérimentations de toutes sortes - EPE, COMUE, Acte II de l'autonomie - qui toutes mettent à mal la collégialité et la démocratie universitaire alors que celle-ci est vitale pour un développement productif de l'ESR.

Nous espérons vivement être entendus : nous avons collectivement une responsabilité pour mettre en œuvre une politique alternative à celles qui nous ont conduit à une mise en concurrence généralisée dans l'ESR, à la progression des inégalités et à la division de notre pays. C'est indispensable pour que le résultat des prochaines élections ne nous mette pas davantage en danger.